

Priorité urgente à l'aide à l'amélioration de l'habitat

Lors de la prochaine Conférence nationale sur l'habitat, programmée le 27 février au ministère de l'Outre-mer à Paris, le Groupement interprofessionnel des opérateurs sociaux (Gidos) espère que l'importance des enjeux de l'aide à l'amélioration de l'habitat sera reconnue.

« L'aide à l'amélioration de l'habitat (AAH, ndr) répond aux besoins locaux. Il y a chez nous 30 000 maisons à réhabiliter dont 15 000 urgentes, pour la plupart occupées par des personnes âgées. Les opérateurs sociaux ont la capacité de répondre à 2 000 demandes d'amélioration de l'habitat par an. Malheureusement, la tendance n'est pas bonne. Il n'y a aujourd'hui que 800 dossiers financés en moyenne chaque année alors qu'il y en avait 1 500 en 2003. » Le constat est de Nadia Séraline, secrétaire générale du Groupement interprofessionnel des opérateurs sociaux (Gidos). Selon l'organisation professionnelle, l'AAH est aujourd'hui sous-estimée et surtout sous-utilisée alors qu'il s'agit d'un dispositif complémentaire de la construction de logements sociaux.

« Une grande partie de ces maisons sont habitées par les personnes âgées qui préfèrent les abandonner parce qu'elles n'ont pas les moyens de financer les travaux nécessaires, renchérit Nadia Séraline. Ces logements deviennent alors des gîtes ou des squats, entraînant d'autres problèmes sociaux. »

Une dette de l'État de 16 millions d'euros

Mais le problème ne s'arrête pas là. Il faut trouver des sites où reloger les propriétaires de ces habitations en mauvais état. Ce qui n'est pas évident dans notre département où, pour 60 000 personnes du troisième âge, il n'y a que 1 400 places en institutions spécialisées, et de moins en moins d'enfants ayant les moyens d'héberger leurs parents.

« En Martinique, poursuit la responsable du Gidos, la filière de l'amélioration de l'habitat et des logements évolutifs sociaux est bien organisée. Les opérateurs sociaux peuvent à la fois contribuer au maintien à domicile des personnes âgées dans de meilleures conditions et à la sauvegarde d'un certain patrimoine. Il est urgent pour nous que le produit AAH soit reconnu au niveau national. »
Ce sont ces arguments et d'autres, concer-



L'AAH est aujourd'hui sous-estimée et surtout sous-utilisée.

nant notamment la dette de l'État envers l'ensemble des opérateurs, environ 16 millions d'euros, que le Gidos fera valoir lors de la conférence nationale sur le logement Outre-mer le 27 février, au ministère de l'Outre-mer, à Paris. Un rendez-vous d'une grande importance pour l'évolution du secteur public du logement dans les DOM.

J-M.K.



Nadia Séraline, secrétaire générale du Groupement interprofessionnel des opérateurs sociaux.